

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

17 MARS 2010

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
Service Protection de l'Environnement  
Industriel et Agricole

Réf : CD

Annecy, le 11 mars 2010

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,  
Chevalier de la légion d'honneur,

**Arrêté DDPP n°2010.54**

Société les Papeteries de Cran à Cran-Gévrier. Etude de sol

VU le Code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et l'article R.512-31,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 24 juillet 2009 portant nomination de M. Jean-Luc VIDELAINE, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du Code de la santé publique,

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du Code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

VU l'arrêté préfectoral n° 365.96 du 22 février 1996 autorisant la société Papeteries de Cran à poursuivre l'exploitation d'une papeterie au 25, avenue de la République à Cran-Gévrier, complété par les récépissés préfectoraux des 17 juillet 1996 et 1<sup>er</sup> octobre 1997,

VU l'arrêté préfectoral n° 99.2662 du 18 octobre 1999 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté du 22 février 1996 précité,

VU le courrier du 14 juin 2006 de Maître Blanchard agissant en qualité de liquidateur judiciaire de la société Papeteries de Cran déclarant l'arrêt des activités de l'établissement de cette même société situé 25, avenue de la République à Cran-Gévrier suite à sa mise en liquidation judiciaire,

VU la note datée du 2 juin 2006, intitulée « Questionnaire installation classée – Etat du site » renseignée par Monsieur Livingstone, ancien dirigeant de l'entreprise, transmise par maître Blanchard par courrier du 14 juin 2006 précité,

VU l'étude de sol réalisée par le BUREAU VERITAS, datée du 2 mai 2005 et intitulée « Investigations qualité environnementale de sol, Site Papeteries de Cran 74960 Cran-Gévrier »,

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-2900 du 8 décembre 2006 prescrivant à la société Papeteries de Cran représentée par son liquidateur, Maître Blanchard, la réalisation d'une étude de sol, la proposition d'un programme de surveillance des milieux potentiellement impactés par les pollutions mises en évidence sur le site, et notamment des eaux souterraines, ainsi que la surveillance effective de ces milieux,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-3116 du 23 octobre 2007, mettant en demeure la société Papeteries de Cran, représentée par Maître Blanchard, de faire application des dispositions de l'arrêté du 8 décembre 2006 précité,

VU l'étude de sol réalisée par BUREAU VERITAS pour le compte de la société CRAN 2005, propriétaire du terrain d'emprise de l'ancien établissement de la société Papeteries de Cran, intitulée « Diagnostic de qualité environnementale du sol – Site : Parcelle 147 section Ap et parcelles 35 et 47 section Ao – Ancien site des Papeteries de Cran – 74960 Cran-Gevrier » datée du 6 février 2007,

VU l'étude de sol réalisée par BUREAU VERITAS pour le compte de la société CRAN 2005, intitulée « Diagnostic de qualité environnementale du sol - Proposition de plan de gestion dans un objectif de changement d'usage des terrains - Site : Ancien site des Papeteries de Cran – 74960 Cran-Gevrier » datée du 1<sup>er</sup> septembre 2009,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 8 janvier 2010,

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 10 février 2010,

**CONSIDERANT** que la liquidation judiciaire de la société Papeteries de Cran a été prononcée par jugement du Tribunal de Grande Instance d'Annecy statuant commercialement en date du 25 avril 2006 et que Maître Blanchard a été désigné en qualité de liquidateur judiciaire par ce même jugement,

**CONSIDERANT** que le site des Papeteries de Cran sera voué, au moins partiellement, à l'habitation et qu'il existe des habitations dans son environnement immédiat,

**CONSIDERANT** qu'au vu des pollutions des sols et des eaux souterraines mises en évidence dans le cadre de l'étude du 1<sup>er</sup> septembre 2009 précitée, il convient de surveiller la qualité des eaux souterraines, notamment pendant la phase de traitement des pollutions de sol, afin de pouvoir intervenir rapidement dans le cas où un impact important serait mis en évidence.

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie,

## **ARRETE**

### Article 1 – Objet :

La société Papeteries de Cran, ci-après dénommée l'exploitant, représentée par son liquidateur judiciaire Maître Blanchard dont l'étude est située 20, boulevard du lycée BP 90, 74003 Annecy est tenue de se conformer au présent arrêté concernant le site de son ancien établissement industriel implanté 25, avenue de la République à Cran-Gevrier en vu de protéger les intérêts mentionnés à l'article L511.1 du Code de l'environnement.

### Article 2 – Surveillance des eaux souterraines :

#### 2.1 – Surveillance

L'exploitant fera analyser les eaux souterraines prélevées dans les ouvrages PZ1 à PZ6 représentés sur le plan annexé au présent arrêté.

Le nombre et le positionnement des ouvrages pourront être modifiés après accord de l'inspecteur des installations classées, notamment durant les travaux de dépollution et d'aménagement du site.

### 2.2 – Réalisation des forages

Les forages mis en place seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999 et de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 précité.

### 2.3 – Substances recherchées

La surveillance des eaux souterraines portera sur les substances suivantes :

- |                        |                              |
|------------------------|------------------------------|
| - hydrocarbures totaux | - Trichlorométhane           |
| - PCB                  | - Tétrachlorométhane         |
| - HAP                  | - trans-1,2-Dichloroéthylène |
| - Arsenic              | - cis-1,2-Dichloroéthylène   |
| - Cadmium              | - 1,1,1-Trichloroéthane      |
| - Chrome total         | - 1,1,2-Trichloroéthane      |
| - Chrome hexavalent    | - Trichloroéthylène          |
| - Cuivre               | - Tétrachloroéthylène        |
| - Mercure              | - 1,2-Dichloropropane        |
| - Nickel               | - 1,1-Dichloroéthane         |
| - Plomb                | - 1,2 Dichloroéthane         |
| - Zinc                 | - Chlorure de vinyle         |
| - Dichlorométhane      |                              |

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment, notamment sur la base de résultats d'analyses, demander à l'exploitant par simple lettre la réalisation d'une campagne d'analyses supplémentaire portant sur les substances précitées ou, le cas échéant, sur d'autres polluants dont il justifiera le choix.

### 2.4 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivront les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

### 2.5 – Réalisation des campagnes d'analyses

Les analyses des eaux souterraines seront réalisées avec une fréquence semestrielle hormis pendant le ou les chantiers de traitement des pollutions du site durant lesquels elles seront réalisées avec une fréquence trimestrielle. L'exploitant veillera à ce que les prélèvements soient réalisés au moins une fois par an en période de hautes et de basses eaux.

Les prélèvements effectués dans le cadre des campagnes d'analyses seront réalisés le même jour. A cette occasion, le niveau piézométrique dans chaque ouvrage sera mesuré.

## 2.6 : début de la surveillance et transmission des résultats

L'exploitant mettra en place les moyens nécessaires à la surveillance des milieux et procédera à la première campagne d'analyses sous un délai d'un mois.

Les résultats de chaque campagne de surveillance seront transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après le prélèvement avec systématiquement les commentaires de l'exploitant sur la situation et son évolution. Les calculs d'incertitudes (prélèvements, transport, analyse...) seront joints avec le résultat des mesures.

Les résultats des analyses devront être comparés à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues (ex : OMS, décrets eau potable....).

## 2.7 : Bilan quadriennal

A l'issue de la période de suivi des milieux de quatre ans, l'exploitant transmettra à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie avec copie à l'inspecteur des installations classées un bilan de l'exercice réalisé accompagné de ses commentaires et de ses propositions argumentées quant aux modalités de poursuite éventuelle de la surveillance des milieux.

## Article 3 – Mesures d'urgence :

Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de celles qui devront éventuellement être prises par l'exploitant en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, l'inspection des installations classées devra être immédiatement informée.

## Article 4 – Choix du bureau d'étude :

Pour réaliser les différentes études prescrites, la société Papeteries de Cran devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis à l'inspecteur des installations classées pour information.

## Article 5 – Délais :

Les délais prescrits par le présent arrêté s'entendent à compter du jour de sa notification.

## Article 6 – Frais :

Les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de la société Papeteries de Cran représentée par son liquidateur, Maître Blanchard.

## Article 7 :

Si à l'expiration des délais fixés les dispositions du présent arrêté n'ont pas été respectées, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du Code de l'environnement.

Article 8 :

Le présent arrêté sera notifié à Maître Blanchard, liquidateur judiciaire de la société Papeteries de Cran.

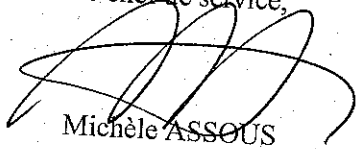
Conformément à l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée.

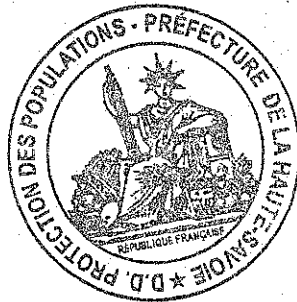
Article 9 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Cran-Gevrier,
- Monsieur le gérant de la SARL CRAN 2005
- Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

Pour ampliation,  
Le chef de service,

  
Michèle ASSOUS



Pour le Préfet,  
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY



ANNEXE à  
l'arrêté préfectoral  
DQEP n° 2020.54  
du 12/03/2020

